

Ça pleurniche de partout.

Posté le : 2 juillet 2019 12:12 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes

Cela fait déjà longtemps que la présidence française est devenue un sous-secrétariat à la population civile et que sa vocation profonde, faute de moyens d'agir sur quoi que ce soit, est d'animer le bureau des pleurs. Pleurer avec les adeptes du politiquement correct, bien plus agressifs que les dames d'œuvres d'antan, est de toute façon la vocation nouvelle des médias, devenu des cathédrales du gauchisme larmoyant.

Un mouvement de « désobéissance civile » bloque une rue et viole la loi. On fait circuler les bloqueurs de carrefour avec du gaz lacrymogène. Pendant des heures les « journalistes » de France-Info interviewent qui passe par là pour larmoyer sur le sort des « gazés ». C'est qu'on gaze en France comme à Auschwitz ! On a plus versé de larmes dans les médias que dans le groupe aspergé. Désormais dans toute manif illégale, il y a cinquante appareils de photos, des téléphones mais aussi de vrais matériels pros, pour attendre l'incident qui permettra d'allumer l'incendie des émotions.

Un cargo de transport de clandestins qui visent une entrée illégale en Europe, et qui ont payé des sommes conséquentes pour cela, (on parle de 5 à 10 mille euros tout de même) affrété par une ONG spécialiste de la provoc viole le droit maritime et pénètre de force dans l'espace italien. Pas un mot dans les médias pour dire qu'elle aurait pu aller à Hambourg débarquer ses ouailles, ou en Tunisie ou au Maroc, ou en Algérie, ou même en Albanie. Il fallait provoquer Salvini. Alors on pleure sur le sort de la malheureuse capitaine féminine qui a fait, elle, de la désobéissance civile internationale.

Pendant ce temps-là, les suites de la brillante campagne pour les élections européennes développent leurs efflorescences. On a voté pour des étiquettes sans programme. Obligatoirement, puisque le programme, c'est la Commission qui le fixe. Alors maintenant se pose la question des postes. La proportionnelle, c'est formidable, démocratique et tout, mais cela débouche toujours sur une crise ministérielle d'un genre ou d'un autre, avant qu'une combinaison foireuse ne soit mise en place dont l'électeur n'aura jamais connaissance. Son vote ? Quel vote ? Et que feront le nouveau président et ses sbires ? Personne ne sait. Ça, c'est de la vraie démocratie participative !

En même temps, la Commission précédente annonce la conclusion réussie d'un traité avec le Mercosur, dix ans après le commencement de la négociation. Personne n'a eu connaissance du contenu des négociations et le texte final n'a jamais été publié nulle part. Mais on est censé s'extasier sur la capacité magnifique de la Commission et de ses fonctionnaires de signer à répétition des traités de libre-échange, alors que justement les élections dernières ont fait passer le message que le libre-échange à tout va, cela commençait à bien faire. On aurait voulu prouver que les institutions européennes avaient pour simple objet de ne pas tenir compte des gouvernements et des peuples, on n'aurait pas mieux fait. Naturellement, comme pour le CETA, tout le monde se récrit. Les écolos qui se croient triomphants, enragent : encore des transports qui tuent la planète et des produits malsains produit au détriment de la diversité ! Il fallait mettre un préalable écologique. Il y a vingt ans ? Le gouvernement français se dresse sur ces ergots. Vous allez voir ce que vous allez voir. On n'acceptera pas tout cela. Le bœuf aux hormones et les produits argentins qui poussent avec des produits phytosanitaires interdits, alors qu'il n'y a naturellement dans aucun des pays du Mercosur le moindre moyen de contrôler ce qui se passe dans les campagnes, pas pour nous. Il faudra confirmer l'accord de Paris ! Na !

La vérité du mécanisme européen est imparable. On ne va pas recommencer les négociations qui ont abouti après dix ans de palabres alors que les gouvernements ont été tenus informés du bout des lèvres : la Commission a le droit de tenir tout secret jusqu'au bout. Alors il n'y a plus que deux solutions : s'écraser ou rejeter. Jusqu'à maintenant c'est la jurisprudence Ceta qui s'impose. On s'écrase après quelques palinodies. Mais le Parlement européen peut dire non, puisqu'on a donné à cette chambre fantôme le pouvoir de le faire. Socialistes et droites européistes étaient jusqu'ici majoritaires. Ils faisaient un peu de cinéma et s'écrasaient mollement. Le parlement n'a pas le pouvoir de négocier. Le paquet est à prendre ou à laisser. Si la Parlement dit non, les institutions européennes sont paralysées. Plus aucune action sur un sujet quelconque ne peut être menée unilatéralement par la Commission. Mais on a envoyé au parlement dans tous les partis dits de gouvernement l'élite européiste. Alors ils veulent bien s'agiter et brasser de l'air mais pas bloquer. Au final le traité sera signé parce qu'il n'y a pas de débouché autre.

Macron n'a pas dit son dernier mot. La fessée va donc désormais être interdite en France. La « répression intrafamiliale » va être pénalisée. Il est interdit d'interdire et encore plus de sanctionner. Votre enfant de toute façon n'est pas le vôtre. C'est un citoyen avec droit. Comme les animaux d'ailleurs. Les droits de l'animal et du bébé, voilà la juste cause qui doit être portée par le gouvernement français. En même temps que la lutte contre la canicule. Quel combat herculéen ! Français, buvez de l'eau et humectez-vous le tarin et les joues ! Voilà nos ministres à leur affaire. Et n'oubliez pas de vous laver les mains avant de manger, surtout si vous sortez des toilettes. Les microbes sont là et qui vous veulent du mal. Pleurons ensemble sur la chaleur et faisons pieusement notre devoir de citoyen mais sans gâcher l'eau s'il vous plaît.

Alors que Trump agit en Corée et au Moyen Orient, en absence de toute présence et intervention européennes (l'union c'est la force surtout quand on n'en fait rien) et en remet sur les sanctions contre la France à cause de l'Allemagne, la presse n'a eu qu'une chose à commenter : la chaussure à 10 balles d'une footballeuse française qui a malheureusement craqué en plein match. Flot de larmes une fois encore sur le sort de ces femmes qui pratiquent dans la misère. Le gouvernement nounou va s'occuper de cela : à travail égal salaire égal. Que les footballeuses soient payées autant que les footballeurs ! D'accord mais qui paiera ? Heu ! Heu ! Le passionnel en France passe toujours par le financier mythique : l'ISF...

Pendant ce temps-là, on constate tout soudain que LREM a rétabli le blocage des loyers. Salauds de propriétaires nantis, tu vas voir à la récré. Le macronisme a deux jambes dont une jambe socialiste. Alors on a été hypocrite à souhait, selon les bons principes de Macron. On permet mais on n'impose pas. C'est la Mairie de Paris qui a pris la décision. Comme si elle allait se priver d'une mesure ultra-démagogique avant les élections ! Les démagogues gauchistes qui tiennent Paris ont concocté des « zones » pour moyenniser les loyers qui sont parfaitement déplaisantes. Une partie de Montparnasse est appariée à la frontière de Vanves. 60 % de logements sociaux. Moyenne de location pour un studio, 435 euros par mois. Dans un immeuble de Montparnasse où se trouvent 99 studios, les loyers s'étagent entre 600 et 1 000 euros selon l'orientation, l'étage, et l'état du bien. Cela veut dire qu'il faudrait réduire de plus de moitié la moyenne des locations de l'immeuble. Ce n'est pas un blocage mais une diminution radicale. Naturellement compte tenu de l'ISF-Immobilier aggravé, des impôts fonciers doublés par la municipalité, des frais de copropriétés aggravés par les mille lois écolos et autres imposées aux immeubles, louer à 435 euros se fait à perte. Tous les studios sont donc en train de virer AirB&B. Aucun ne sera bientôt plus mis en location. Qui souffrira ? Merci Madame Hidalgo et M. Macron. Pendant les rodomontades gouvernementales, les mises en chantier s'effondrent et il est devenu impossible de se loger. Hidalgo et Macron la main dans la main dans le Chavisme éhonté ? Des flots de larmes commencent déjà à monter sur le sort des petits chassés de Paris. On pleure toujours beaucoup sur les effets dont on chérit la cause.

On pleure aussi beaucoup dans les provinces : on ne trouve plus personne pour travailler. Et oui

mais on ne fait plus d'enfants. Ce n'est pas que les jeunes ne veulent plus travailler mais qu'il n'y a plus de jeunes. Rappelons que le nombre d'enfants de femmes blanches est de 1.2 enfants, très inférieur au seuil de remplacement. La France perd entre trois cent mille et six cent mille habitants blancs chaque année. Là où il n'y a pas d'immigrés, il n'y a plus personne pour faire le boulot. Le gouvernement a réduit à coups de couteau les subventions natalistes, parce que cela ne profitait qu'aux immigrés et que cela faisait un appel d'air immigrationniste. Du coup on est en train de descendre vers le 1 enfant par couple blanc en moyenne. Le nombre de femmes blanches en âge de procréer baisse désormais de façon accélérée. Là, c'est le silence complet. Les larmes sont pour plus tard.

La leçon à tirer de toutes ces jérémiades, c'est que le gouvernement et le Chef d'État sont en vérité en état d'impuissance. Ils peuvent pleurnicher, faire des beaux discours, agiter le menton, mais ils ne peuvent pas agir.

Derrière le rideau de larmes, on ne trouve qu'un théâtre d'ombres.